

9 décembre 1988 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue du voyage officiel en Tchécoslovaquie, sur les relations franco-tchécoslovaques, notamment économiques et culturelles, les droits de l'homme et le désarmement, Prague vendredi 9 décembre 1988.

Mesdames et messieurs,

- Je terminerai dans un moment la visite d'Etat que j'ai entreprise hier matin en Tchécoslovaquie. Les deux journées ont été fort occupées, vous avez pu vous en rendre compte. Je reviens maintenant devant vous avant d'accomplir les deux derniers rendez-vous qui précéderont mon départ pour la France avec mes compagnons de voyage : plusieurs membres du gouvernement qui ont entretenu des dialogues que je crois utiles avec leurs homologues, mes collaborateurs et de hauts fonctionnaires qui ont agi de même.

- Le plus simple, mesdames et messieurs, c'est que vous puissiez me poser dès maintenant les questions que vous souhaitez.

- De quoi a-t-il été question à Prague et à Bratislava dans les conversations politiques ?
Essentiellement des relations entre l'Est et l'Ouest, du désarmement, de l'évolution des idées, des réformes pratiques de la vie quotidienne, des relations bilatérales entre la Tchécoslovaquie et la France, des échanges de toutes sortes, des relations universitaires, des rapports entre les jeunes des deux pays, de la connaissance de la langue, bref, c'est autour de ces questions-là qu'ont tourné nos conversations qui sont restées naturellement impressionnées par l'actualité, le voyage de M. Gorbatchev à New York, sa déclaration devant les Nations unies, son départ précipité pour cause de terrible catastrophe ` tremblement de terre en Arménie ` , son retour en Union soviétique et les quelques grands événements qui se sont passés sur la scène du monde. Mais, je n'ai pas besoin de vous le dire, c'est vous qui savez ce dont vous avez besoin comme information. Alors, je vous laisse le soin de poser les questions.\

QUESTION.- Monsieur le Président, avant de venir en Tchécoslovaquie, vous vous êtes fait une image de notre pays. Quelles sont maintenant vos impressions, au moment de votre retour ? Et une deuxième question...

- LE PRESIDENT.- Celle-ci n'est pas mince. Vous aurez parfaitement le droit de poser une deuxième question. Mais la première, il faut que j'y réfléchisse, que je me mette dans un coin, que je médite, que je rédige, que j'examine ensemble les questions qui mériteraient une réponse sérieuse. C'est une question un peu vaste que vous me posez.

- J'ai pensé à la Tchécoslovaquie avant de venir, bien entendu, je me suis fait une idée du système, de la vie quotidienne, des relations de ce pays. Et, pendant 36 heures, j'ai vu, j'ai écouté, j'ai fait connaissance de quelques hommes, dirigeants de la Tchécoslovaquie, que je ne connaissais pas, sinon de nom. C'est une appréciation humaine, directe, également de la terre tchécoslovaque, de la Bohême et de la Slovaquie, même par ce temps d'hiver. Maintenant, j'ai une approche personnelle.

- Je m'étais quand même informé auparavant et je voyais bien comment allaient les choses, quel était le sens des évolutions, de ce qu'on appelle les réformes, côté soviétique de la perestroïka, de ses conséquences et son influence dans les pays voisins. Je ne peux pas dire que j'aie eu de vraies surprises, mais je considère que toutes relations humaines nouvelles apportent toujours un élément d'information et de compréhension irremplaçable.

- Voilà ce qui s'est produit ici. J'ai d'ailleurs rencontré, non seulement les responsables et les dirigeants, mais aussi, ce matin, un certain nombre de personnes connues pour leur opposition ou leur contestation du système dans ce pays. Bref, j'ai une vue élargie, mais, surtout, l'appréciation que je pense porter maintenant sur le comportement et le caractère des hommes, c'est un élément intuitif plus que de raison mais en politique ce n'est pas négligeable.

- Alors, la deuxième question, c'est quoi ?

QUESTION.- Vous êtes le premier Président français qui êtes venu en Tchécoslovaquie. Est-ce que les entretiens que vous avez eus avec les représentants tchécoslovaques contribueront à un rapprochement ou à un développement des rapports politiques, économiques et culturels ?

- LE PRESIDENT.- Mais sûrement ! Cela n'a pas de sens que le chef d'Etat français ait mis soixante-dix ans à venir dans ce pays à l'existence duquel la France a tant contribué en 1918 et dans les années précédentes, cela n'a pas de sens ! Je suis convaincu que mes successeurs n'attendront pas si longtemps la suite : excusez du peu, mais un correspondant tchécoslovaque me faisait observer qu'il n'y avait guère eu que Napoléon et moi, Napoléon 1er bien sûr, et pas dans les mêmes circonstances, pas pour y faire la même chose, et à l'époque ce n'était pas un Etat. Avant et après la naissance de la République, la France a été finalement assez économe, trop économe, avare de ses visites. J'espère avoir lancé une nouvelle façon de faire. C'est un espoir. Maintenant je ne peux pas prendre d'engagement signé au nom de mes successeurs, je ne sais d'ailleurs pas qui c'est ! Enfin, pas encore !... \

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez rencontré aujourd'hui même dans les locaux de l'ambassade à Prague, un groupe de défenseurs des droits de l'Homme et ensuite un petit groupe d'étudiants de Bratislava. Quel souvenir, quelle impression garderez-vous de ces deux rencontres ?

- LE PRESIDENT.- Rencontrer ceux que j'ai vus à l'ambassade de France ce matin, c'est toujours émouvant parce qu'il s'agit de personnes qui se sont généralement illustrées par leurs oeuvres ou par leurs capacités intellectuelles, qui ont déjà une renommée à l'extérieur de ces frontières, qui évoquent quelque chose pour l'esprit. Bien entendu, j'ai rencontré des hommes qui ont une position de refus à l'égard du système politique ou de la pratique politique qui prévaut en Tchécoslovaquie : c'est un moment fort. Mais c'est vrai que, de toute manière, les droits de l'Homme doivent demeurer l'un des objectifs fondamentaux de tout rapprochement entre nos peuples, surtout à l'intérieur de l'Europe. Quant à vous confier toutes mes impressions... Je n'ai pas encore eu le temps de les mettre en ordre. Quand ce sera fait, je ne sais pas comment je ferai pour vous les communiquer.. Mais enfin il faut un peu de temps pour assimiler toutes ces choses. J'estime que c'est un des moments importants de ce voyage.

- Quant aux étudiants de Bratislava, ceux qui étaient là m'ont posé des questions, toutes intelligentes, intéressantes, constructives. J'ai bien senti que cela avait commencé un peu tard. Cela a duré longtemps, moi j'aurais bien aimé que cela dure beaucoup plus longtemps : on aurait parlé toute la journée, mais il y avait un programme précis, j'avais des devoirs de politesse à l'égard des dirigeants qui me recevaient et nous avons arrêté ce dialogue qui a été pour moi très utile et très agréable. Est-ce que cela laissera des traces dans le monde étudiant ? On verra bien.

- QUESTION.- Je dois vous demander, toujours à propos des droits de l'Homme, s'il a été question avec le chef du gouvernement et le secrétaire général du Parti, justement de cette question-là et surtout, plus concrètement de ce que faisait la France, parfois, dans les droits de libre opinion qui sont assez souvent bafoués.

- LE PRESIDENT.- Bien entendu, nous en avons parlé. D'ailleurs j'ai remarqué que ni le Président de la République, ni le secrétaire général du parti communiste n'ont attendu que j'en parle. Nous n'avons jamais perdu une occasion d'insister sur ce point, chacun à sa manière bien entendu. Mais cette nécessité a semblé très ressentie partout où je me suis rendu. Je le répète sous des

mais cette nécessité a semblé très ressentie partout où je me suis rendu, je le répète sous des angles de vue vraisemblablement différents. Mais nous avons parlé des mêmes choses, c'est-à-dire de choses très simples, très concrètes. Comme je l'ai précisé à l'université, les droits de l'homme, si l'on considère que leur meilleure définition part de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, du 26 septembre 1789, ce sont des choses simples : c'est le droit de penser, de s'exprimer, de s'associer, d'aller, de venir, le droit à la justice, toutes choses que j'ai dites d'ailleurs dans mon discours d'hier soir. C'est le contenu des accords d'Helsinki. Il existe un accord international pour mettre en oeuvre Helsinki, il faut faire avancer chacune des trois négociations, pratiquement à la même allure. On en a beaucoup parlé.

- QUESTION.- Est-ce que vous auriez d'ici, un message à adresser à Andreï Sakharov et Lech Walesa ?

- LE PRESIDENT.- Je vais les voir demain. J'arriverai avant la nouvelle. Je sais ce que je leur dirai, mais je ne sais pas ce qu'ils me diront. De cette conversation, il y aura des conséquences à tirer, j'en entretiendrai certainement la presse.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez parlé avec nos représentants de l'Eurêka audiovisuel vu que l'on peut vous considérer comme le père spirituel de l'Eurêka technologique. Je voudrais savoir dans quel sens vous avez discuté avec les représentants tchécoslovaques pour que les instituts scientifiques et techniques participent dans l'Eurêka technique et audiovisuel, et si dans le cadre de l'ouverture à l'adresse des pays socialistes en Europe, vous comptez aussi que d'autres pays socialistes vont s'inclure dans l'Eurêka technologique ?

- LE PRESIDENT.- J'ai rencontré les principaux dirigeants qui sont très responsables et très compétents, qui connaissent la question. Ce n'est pas possible de laisser de côté un problème aussi important. J'en ai parlé, ils m'en ont parlé. J'en avais déjà entretenu M. Gorbatchev, la semaine précédente, à Moscou.

- L'Eurêka technologique groupe dix-huit pays d'Europe, les Douze de la Communauté et six autres, particulièrement l'Autriche, la Suisse, la Suède, etc. Je souhaite que cet Eurêka technologique, qui touche à toutes les disciplines des technologies de pointe, puisse s'élargir à tout pays demandeur, tout pays européen demandeur lorsqu'il a quelque chose à apporter, ce qui est le cas de beaucoup. Mais vous connaissez la mécanique : ce sont des entreprises qui passent entre elles des accords. Généralement, ce ne sont pas des accords à deux, ce sont des accords à trois, quatre, selon les spécialités des entreprises en question. Les résultats sont tout à fait remarquables. Ils ont dépassé nos espérances. Les contrats, les accords se multiplient.

- Si j'ai mis l'accent depuis quelques temps sur ce que l'on appelle l'Eurêka audiovisuel, à partir de l'Eurêka technologique de caractère général, c'est parce que précisément l'Eurêka technologique a mis au point une définition - une haute définition - pour la télévision qui, en qualité, semble dépasser les normes japonaises et les normes américaines. Des expériences ont été faites. J'ai d'ailleurs assisté, moi-même, à l'une des démonstrations. De cela aussi, j'ai parlé à M. Gorbatchev. Il m'a paru si intéressé qu'il a demandé à ce que cette démonstration lui soit faite. Et il attendra certainement d'avoir vu cela et d'en avoir débattu avec les spécialistes avant de prendre quelque engagement que ce soit avec tout autre pays ou tout autre technique. Je suis donc, de ce point de vue, tout à fait satisfait. Finalement, ces conversations sont très prometteuses. Les dirigeants tchécoslovaques m'ont donné la même impression d'ouverture sur la nécessité de faire l'Europe, là justement où on peut la faire présentement, en attendant mieux, c'est-à-dire dans les domaines technologiques qui se moquent des frontières, surtout depuis le lancement des satellites : ce qui touche à l'environnement, ce qui touche à l'audiovisuel, ce qui touche enfin à tout ce qui, en fait, importe à la vie des sociétés et des hommes qui vivent en Europe, sans que l'on puisse prétendre que la frontière entre tel et tel pays - y compris entre ce que l'on appelle l'Est et que l'on appelle l'Ouest - puisse faire obstacle à ce qui est un patrimoine commun à tous les Européens. On en a parlé, cela m'a paru très positif.\

QUESTION.- Pendant votre visite, vous étiez accompagné de plusieurs ministres, de plusieurs hommes d'affaires français. Est-ce que vous avez l'impression qu'il y a des possibilités concrètes de coopération entre la France et la Tchécoslovaquie dans le domaine économique et culturel après votre visite ?

- LE PRESIDENT.- Sûrement. Des progrès apparaîtront d'autant plus qu'il n'y a presque rien : si l'on faisait peu de choses, cela paraîtrait considérable.

- Mais, il faut faire mieux, il ne faut pas se contenter de peu à partir de ce qui existe et qui, je le répète, est faible en proportion du négoce international, des échanges de la Tchécoslovaquie avec l'ensemble du monde. La part de la France est très modeste. Il y a tout à faire, tout à bâtir. Les chefs d'entreprise qui m'ont accompagné, les techniciens, ont accompli de ce point de vue des missions très utiles, non seulement pour le domaine industriel qu'ils connaissent, pour l'entreprise qu'ils représentent, mais aussi, pour la multiplication des échanges économiques entre la Tchécoslovaquie et la France. Il y a une source d'intérêt qui vient désormais de s'ouvrir. Je ne crois pas qu'il soit possible, désormais, d'arrêter ce mouvement. D'ailleurs personne n'a intérêt à l'arrêter.

- Sur le plan culturel, il en va de même : il y a les aspects industriels de la culture, c'est ce que me disait monsieur, tout à l'heure, touchant à l'audiovisuel. C'est un immense marché qui s'offre à nous, peut-être le plus important marché du début du prochain siècle. C'est vraiment avec l'idée des retombées industrielles immenses que nous avons abordé ces problèmes.

- Nous avons parlé d'un centre culturel français qui s'installerait en Tchécoslovaquie, avec le concours des autorités tchécoslovaques. On n'a pas dit exactement le lieu & j'en ai parlé à Bratislava notamment. L'amélioration de l'enseignement de la langue française, cela résulte d'ailleurs d'accords qui ont été signés par M. le ministre français des affaires étrangères, M. Dumas, il y a déjà plus de deux ans, mais qui ne rentraient que modérément en application. Je le répète, là aussi, un train a été lancé. Il est vrai que le prestige intellectuel et culturel de la France est grand et que dans la société tchécoslovaque, on rencontre beaucoup d'écho.

- J'observais que les personnes que je rencontrais ce matin au petit déjeuner, dont la majorité ne parlait pas le français mais l'allemand ou le russe, avaient une sensibilité très aiguisée dès qu'il s'agissait d'une production française. Je crois que ce sont des dispositions et un climat dont il faut savoir profiter.

QUESTION.- Monsieur le Président, quand vous êtes venu pour la première fois en Tchécoslovaquie, en 1967, comme représentant de l'opposition française, vous avez parlé de votre vision de la France en Europe. Comment votre situation contemporaine et votre position de Président ont-elles changé ces images ? Quelles tâches pensez-vous prioritaires dans votre prochain septennat ?...

- LE PRESIDENT.- L'actuel ... ! Je m'embrouille, parce que le prochain il a déjà commencé depuis 6 mois.. Et ça va vite ! Il faut arrêter là !

- Je suis venu, vous l'avez rappelé, en 1967. Je n'étais pas une personnalité officielle, j'étais même dans l'opposition démocratique en France. Je représentais quand même un grand parti politique, celui qui est aujourd'hui majoritaire. Cette fois-ci, je viens comme Président de la République. C'est donc dans des conditions très différentes que je me trouve à Prague, comme à Bratislava où je n'étais pas allé en 1967. C'était donc avant 1968 : pardonnez-moi de vous rappeler que 1967 était avant 1968 & cela veut dire quelque chose, notamment à Prague. Un certain nombre d'événements ne s'étaient pas produits et, à l'époque, je sentais une grande tension puisque certains dirigeants actuels étaient même écartés du pouvoir. C'était multiforme. Cette société avait besoin d'ouvrir les portes et les fenêtres. Les conséquences ? Je ne reviens pas là-dessus, c'est dans toutes les mémoires, et c'est un des faits contemporains les plus importants.

- Cette fois-ci je suis invité par le Président de la République, par le secrétaire général, par le Premier ministre. Je les rencontre. Ce sont des hommes de valeur qui connaissent très bien les problèmes dont ils parlent et qui ont la responsabilité présente de ce peuple. A partir de là, notre conversation a pris une tournure très pratique. Je l'ai dit lors de mon discours hier soir, je l'ai répété en toutes circonstances : il me paraît indispensable de rapprocher autant qu'il est possible nos notions de droit public, notre compréhension des principes de liberté et d'égalité en tenant compte aussi bien de l'apport de 1789 sur le plan des libertés individuelles que de tous les acquis du XIXème et du XXème pour la conquête des droits sociaux et collectifs au bénéfice des couches

sociales ou des classes sociales qui ont été privées de libertés, c'est-à-dire qui bénéficiaient de principes théoriques mais qui n'en avaient pas l'usage dans leur vie. Tout cela fait partie d'un héritage de première importance et il faut bien que tous les pays de l'Europe, à partir d'une certaine conception de la démocratie, aillent dans ce sens. Chacun n'ira pas du même pas, nos passés sont différents. Quel est celui de nos pays qui n'a pas connu, à une époque quelconque, de recul ou de rechute ?

- Je vous le répète, Helsinki, c'est trois domaines qui sont à la fois liés et différents mais la démarche doit être la même. Je n'ai rien à ajouter à cela, sinon que j'y travaille de mon mieux et que j'ai rencontré des interlocuteurs de toutes sortes qui sont des partenaires intéressants. Leur responsabilité est la leur, et nous avons franchement évoqué les problèmes qui nous tenaient à coeur. De ce point de vue, je ne peux que trouver utile ce voyage, car nous avons vraiment parlé de ce dont nous devons parler. Et les relations entre nos deux pays seront certainement facilitées à partir de là.\

QUESTION.- Monsieur le Président, quelles sont les perspectives de développements futurs dans le domaine de l'enseignement ?

- LE PRESIDENT.- Eh bien, je ne pourrai que me répéter. Nous avons besoin de multiplier les bourses, M. le ministre français de la recherche et de la technologie `Hubert Curien` me disait qu'on pouvait être assez positif pour des bourses de recherche, qu'il était disposé à ouvrir assez largement le champ pour les étudiants tchécoslovaques. J'ai l'impression qu'il y a un grand appétit de connaître la France et d'y venir étudier et c'est en tout cas ce qui m'a été exprimé par les étudiants qui m'ont parlé, tout à l'heure, à Bratislava, à l'université Comenius. Sur le plan de l'enseignement, des heures d'enseignement, sur le rang que le français peut prendre dans la hiérarchie de la connaissance des langues en Tchécoslovaquie où l'on sait que la langue obligatoire, c'est le russe, et que l'anglais et l'allemand sont quand même assez enracinés et que l'ancienne priorité du français a cédé la place depuis trente ans d'une façon qui peut légitimement inquiéter les Français que nous sommes, nous avons vraiment trouvé de la bonne volonté. Je crois qu'il y a un véritable désir de remettre la France à sa vraie place. Cela regardait d'abord la France, mais cela concerne aussi les autorités tchécoslovaques qui m'ont paru tout à fait disposées à faciliter notre tâche. Bien entendu, cela va dans les deux sens. Si on veut des traductions de livres, il faut bien qu'il y ait aussi des traductions du tchèque et du slovaque en français. Les oeuvres françaises qui sont reçues avec beaucoup d'appétit, de curiosité : deux écrivains qui m'ont accompagné, MM. Dominique Fernandez et Yves Navarre, qui ont étudié de plus près ces problèmes me disaient, qu'à peine était-il édité, un livre contemporain de littérature était, dans les semaines qui suivaient, épuisé et avec des tirages plus importants qu'on ne les connaît en France !... \

QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que vous avez parlé avec M. Dubcek ? Et sinon pourquoi pas ? Et si oui, de quoi avez-vous parlé ?

- LE PRESIDENT.- Je ne l'ai pas rencontré et je ne lui ai pas parlé au téléphone. Je ne comprends pas très bien le sens de votre question. Je n'ai pas rencontré M. Dubcek, mais cela tous les autres journalistes le savent. Je suis très heureux de compléter votre information. J'ai cru que vous alliez me dire : alors, si vous l'aviez vu, qu'est-ce que vous leur auriez dit ? Mais comme cela ne vous a pas intéressé, nous pouvons passer à la suite.\

QUESTION.- Monsieur le Président, hier soir vous avez parlé de la réconciliation, de la sécurité pour tous. Devra-t-on comprendre le développement de la coopération militaire entre la France et la RFA, et la constitution d'une brigade commune également dans ce sens ?

- LE PRESIDENT.- Au nom de quel organe de presse vous exprimez-vous, monsieur ?

- QUESTION.- Je parle pour le "Rude Pravo".

- LE PRESIDENT.- Je pense que si l'armement des deux plus grandes puissances, américaine et soviétique, n'était pas aussi colossalement supérieur au nôtre, nous n'aurions pas besoin de nous armer comme cela. Alors on a envie de dire : "mais, messieurs commencez " Et ils commencent d'ailleurs.. Les fusées intermédiaires, l'accord de Washington, c'est bien. Le projet de réduire de 50 % les armes stratégiques, c'est bien. La Conférence de Paris sur la réduction, l'abolition, l'interdiction, le non emploi des armes chimiques, c'est très bien. Maintenant, il semble qu'on va

interdiction, le non-emploi des armes chimiques, c'est très bien. Maintenant, il semble qu'on va se mettre d'accord pour ouvrir la négociation sur les armes conventionnelles. M. Gorbatchev, à New York, a commencé d'une façon unilatérale d'annoncer une réduction des troupes soviétiques dans son pays et dans les pays voisins. C'est bien. Il n'empêche que, pour l'instant, l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique possèdent chacun plus de douze mille charges nucléaires, la France quelques trois cents.

- Quand ces deux plus grandes puissances en seront arrivées à un niveau infiniment plus raisonnable, on ne s'intéressera plus au problème de savoir ce que l'on entend par brigade franco-allemande. Seulement, je me permets de vous préciser ceci : la France et l'Allemagne sont alliées, elles appartiennent à la même alliance `Alliance atlantique`. Un traité militaire a été signé en 1963 entre le Général de Gaulle et le Chancelier Adenauer et ce traité est tout simplement mis en application dans le cadre des blocs militaires dont je souhaite la fin et la disparition et, qui pour l'instant, existent. Le devoir du chef de l'Etat, Président de la République française, c'est de prémunir son pays contre toute menace, de le défendre. Je ne pense donc pas qu'il faille isoler ce problème de la brigade franco-allemande qui, dans une situation de sécurité qu'il convient de défendre, est - en soi - une bonne chose, mais qui, situé dans l'ensemble des problèmes d'armement ou de désarmement ne représente qu'un élément tout à fait secondaire.

- Cette brigade s'inscrit dans le cadre général de notre politique militaire qui n'est pas une politique agressive et qui, d'ailleurs, ne pourrait pas l'être en raison de la disproportion des forces.\

` Suite sur le désarmement `

- Je suis tout prêt à associer la France au désarmement chaque fois que l'effort aura été accompli par les plus grandes puissances et quand elles auront atteint un niveau comparable. Nous avons un droit égal à l'indépendance, à la souveraineté, à la sécurité, à la liberté. Mais nos forces sont inégales et il convient que les grandes puissances montrent l'exemple, ce qu'elles font aujourd'hui, depuis peu de temps. A partir d'un moment que j'étudierai, je déciderai, le jour venu, s'il vient : la France prendra sa part dans les conditions que j'ai indiquées à la tribune des Nations unies. Elle participera pour les armes chimiques (elle n'en fabrique pas). Elle se soumettra au contrôle, j'espère qu'il y aura contrôle et vérification. Les armes stratégiques, oui, pourquoi, mais réduction de 50 %, cela veut dire que l'Union soviétique, mais réduction de 50 %, cela veut dire que l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique garderaient encore plus de six mille charges nucléaires chacun, c'est énorme.

- J'estime que l'on doit d'abord se préoccuper des problèmes d'armement entre les deux pays dont la puissance est telle qu'en cas de crise, la sécurité disparaîtrait pour tous les hommes de la planète. Si on peut servir la paix en réduisant tout cela, tant mieux, je le ferai. Le moment n'est pas encore venu. Il faut d'autres signaux.\

QUESTION.- Monsieur le Président, je vous demande, non pas comme un homme politique, mais comme un homme, croyez-vous qu'on peut de nouveau, dans nos deux patries, renouveler cette grande amitié ? Les rencontres officielles sont une chose, la véritable amitié entre les hommes et entre les nations en est une autre.

- LE PRESIDENT.- Souhaitons simplement que les visites officielles contribuent à ce retour de l'amitié. Je crois que nous pouvons très bien restaurer ce qui a existé entre nos deux pays, au lendemain de la première guerre mondiale & je le crois. Il sera difficile d'effacer de la mémoire des Tchécoslovaques le drame qu'ils ont ressenti comme un abandon et, disent-ils, comme une trahison dès 1938. Mais, on ne peut non plus fixer l'histoire sur un moment, sur un moment où la politique française n'a pas su se ressaisir à temps. Et, après la coupure de l'Europe en deux, après 1945, les communications ont cessé & nous étions dans deux mondes différents tout en étant sur le même continent.

- Vous voyez bien de quelle manière les choses actuellement bougent et se transforment. Moi j'emploierai tout le temps et toute la patience qu'il faudra pour rétablir ce courant entre les peuples tchécoslovaque et français. Je dois dire qu'au cours de ce voyage, j'aurai pu ramasser, rassembler des éléments qui m'ont rendu, de ce point de vue, optimiste. Nous avons encore du chemin à faire, mais on avance. J'ai rencontré une bonne volonté qui a rejoint mes espérances.\

QUESTION.- Monsieur le Président, je voudrais savoir quel a été l'impact sur la politique étrangère française de la dernière initiative de l'Union soviétique et comment va changer l'attitude de la France en ce qui concerne les questions du désarmement, je pense au nucléaire !

- LE PRESIDENT.- Mais monsieur, je vais répéter la même chose ! Quand j'entends parler de l'armement nucléaire de la France, sans entendre parler de l'armement nucléaire de l'Union soviétique et de l'armement nucléaire des Etats-Unis d'Amérique, j'ai envie de ne pas répondre, parce que je trouve cela déraisonnable. Et pourtant je viens de dire, à l'instant, que chacun des deux pays en question avait plus de douze mille charges nucléaires stratégiques. La France en a trois cents, la Grande-Bretagne encore un peu moins. Et c'est à la France qu'on dit "arrêtez" ! Soyons raisonnables. La France arrêtera tout cela lorsque sa sécurité sera assurée par les progrès du désarmement international, de l'arbitrage et de la sécurité collective. Nous en parlerons la prochaine fois.\

QUESTION.- Monsieur le Président, on parle de nouveaux éléments dans la politique orientale française. Est-ce que vous pourrez m'éclaircir sur ce domaine ?

- LE PRESIDENT.- Quand vous parlez d'oriental, vous voulez dire quoi ? En Europe ? Au Proche-Orient ? Au Liban ? en Israël ? Au Moyen-Orient ? En Irak ? En Iran ? En Extrême-Orient ? En Inde ?

- Chaque fois que je dis Est, j'ajoute toujours que je ne comprends pas pourquoi on dit de l'Est, puisqu'une puissance comme la Tchécoslovaquie est vraiment au centre, pas du tout à l'Est. Et l'Europe de l'Ouest comprend la Grèce : la Grèce n'est pas tellement à l'Ouest.

- Cela prouve qu'aujourd'hui les points cardinaux ont toujours une traduction politique. Les points cardinaux ont perdu la tête.\

QUESTION.- Monsieur le Président, permettez-moi une petite question au nom de radio Prague. Est-ce que vous avez signé ou votre délégation a signé à Prague des accords économiques et commerciaux, si oui lesquels, si non pourquoi ?

- LE PRESIDENT.- Je vais vous nommer ministre des affaires étrangères parce que c'est rapide avec vous ! Mon voyage n'est pas fait pour signer des accords. Il a été fait pour que, les contacts étant pris, les gouvernements puissent ensuite signer des accords dans un temps raisonnable.

- Il y a eu des promesses d'accords, dans beaucoup de domaines industriels - des sociétés mixtes en particulier - et dans les domaines culturels. On a déjà parlé de l'enseignement et d'audiovisuel. On pourrait dire qu'il y a promesse de mariage, mais entre la promesse de mariage et le mariage lui-même, vous savez bien qu'il y a encore une petite marge.

- Ce voyage a été accompli pour permettre un climat suffisant pour que la Tchécoslovaquie et la France s'engagent sur de nouveaux contrats. Voilà. Ma réponse est aussi simple que cela. Si, messieurs les ministres, vous avez engagé des accords tout à fait positifs avec conclusion aujourd'hui, dites-le moi et je le préciserai à monsieur.\

QUESTION.- Monsieur le Président, nous, lecteurs, voudrions savoir comment vous réagissez sur l'intervention de M. Gorbatchev en ce qui concerne les questions de désarmement et comment vous jugez l'ensemble de son intervention à l'ONU ?

- LE PRESIDENT.- Monsieur je vous renvoie au communiqué que j'ai adressé à la presse au moment de quitter Paris pour Prague. J'ai fait connaître mon sentiment. Mais enfin, vous n'êtes pas obligé de le connaître et je vais le répéter. Je trouve cette initiative excellente. Je trouve cette décision unilatérale psychologiquement et politiquement déterminante, dans la mesure où tout un mécanisme se met en marche.

- Puisque nous en étions encore à nous interroger sur le début de la négociation résultant de la Conférence de Vienne, M. Gorbatchev a précédé le mouvement. C'est très bien et je l'en approuve. Maintenant, ce désarmement unilatéral dont la décision a été communiquée à New York ne serait naturellement pas suffisant pour répondre aux questions que l'on se pose pour le désarmement conventionnel. Mais je ne dis pas cela pour en diminuer l'importance. Je considère que c'est important et que c'est bien. Simplement, il faut maintenant aller plus loin. J'ai la conviction que c'est dans ce sens que les principaux responsables du monde ont l'intention de s'engager.\

QUESTION.- Monsieur le Président, je vais compléter la question de notre consœur tout à l'heure. Nous savons tous ici que vous n'avez pas rencontré M. Dubcek. Pourquoi ne l'avez-vous pas rencontré ? Si vous l'aviez rencontré, que lui auriez-vous dit ? De quoi auriez-vous aimé parler avec lui ? Il y a à Paris en ce moment Walesa et Sakharov, est-ce qu'il ne manque pas une troisième personne, M. Dubcek ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas rencontré M. Dubcek, je le confirme. J'ai rencontré, en revanche, huit ou neuf personnalités indiscutables et très connues qui ont, à peu près toutes, signé la Charte des 77 et qui ont pris des positions idéologiques et pratiques pour la défense des Droits de l'Homme. M. Dubcek n'était pas parmi elles. D'ailleurs ce déjeuner avait lieu à Prague. Je n'ai donc pas rencontré M. Dubcek, j'espère que j'en aurai l'occasion. Lui-même a rappelé qu'il avait été invité et que jusqu'alors il n'avait pas obtenu son visa.

- Voilà, qu'est-ce que vous voulez que je vous dise.. Ce que je lui aurais dit si je l'avais rencontré ? Eh bien, la même chose que ce que j'ai dit à ceux que j'ai vus ce matin, à savoir que je souhaite que l'état de droit et que les normes du droit public, ici comme ailleurs, en Europe, des deux côtés de l'Europe, se rapprochent dans le sens de la démocratie pour rendre durable l'accord que j'attends de tous les pays d'Europe pour considérer autrement l'avenir de leur continent. Et je répète que la plupart des dirigeants, pas tous, mais la plupart d'entre eux sont sensibles à ce projet. Ils s'y dirigent plus ou moins bien, mais ça c'est une autre affaire. Quant à M. Dubcek, dont vous me parlez pour la deuxième fois, j'ai dit hier soir, dans un dîner officiel, que le nom et l'action des hommes qui s'étaient illustrés à l'époque de ce qu'on appelait le "printemps de Prague" éveillaient une résonnance considérable en France puisqu'il s'agit de valeurs sur lesquelles notre révolution s'est faite, il y aura bientôt deux siècles.

- QUESTION.- J'ai cru comprendre que vous aviez dit que vous avez eu de vraies surprises lors de votre visite dans ce pays. J'aimerais savoir à quoi vous pensez ? Est-ce que vous pensez à quelque chose de particulier ?

- LE PRESIDENT.- Non, non.\

QUESTION.- Vous avez dit que MM. Husak et Jacez n'ont pas attendu que vous parliez des droits de l'Homme pour aborder cette question ?

- LE PRESIDENT.- C'est exact.

- QUESTION.- Est-ce que c'est possible de savoir en quels termes ? Est-ce que vous êtes plus ou moins sur la même longueur d'ondes ou est-ce que vous considérez les choses vraiment différemment ?

- LE PRESIDENT.- Oui, il y a quelques chances.. Mais MM. Husak et Jacez m'ont eux-mêmes parlé d'un problème dont ils connaissent l'actualité & cela a donc facilité notre entrée en matière. La même longueur d'ondes ?.. Avant qu'elles aient exactement la même longueur, pour peu qu'il y ait ondes, attendons de voir comment les choses se passeront. Mais chacun sait, dans ce pays, à tous les niveaux de l'Etat et de la société, que c'est un problème posé & et je n'ai entendu personne dire qu'il serait résolu par le silence ou par le refus d'en tenir compte... voilà, c'est tout ce que je peux dire. Quant à savoir ce qu'ont dit M. le Président de la République et M. le secrétaire général du parti communiste tchécoslovaque, je ne me considère pas comme leur interprète ou leur porte-parole, alors ayez l'obligeance de leur poser la question.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez visité la Tchécoslovaquie pendant deux jours. Nos confrères des émissions françaises parlent de rencontres. Je voulais simplement vous demander si vous pensez inviter bientôt à un haut niveau des personnalités tchécoslovaques en France ?

- LE PRESIDENT.- Sûrement. Je ne vois pas pourquoi moi je serais invité, et pourquoi je n'inviterais pas. Il me reste à déterminer le moment et les circonstances, c'est tout.

- QUESTION.- Monsieur le Président, je crois savoir qu'on vous a remis ce matin une liste d'une dizaine de personnes qui sont prisonnières en Tchécoslovaquie. Je voudrais savoir si vous en avez parlé avec les autorités tchécoslovaques, et ce que vous entendez faire pour ces personnes ?

- LE PRESIDENT.- J'ai coutume, ici comme ailleurs, là où le problème se pose, d'intervenir sur des cas précis et malheureusement nombreux. Mais je n'ai pas coutume d'organiser une sorte de publicité sur ces cas désireux d'aboutir. Ce qui est vrai, c'est que pour tout cas personnel douloureux qui m'est soumis - en toute certitude - j'organise la suite & je ne dis pas que j'obtiens

nombreux qui m'est soumis - en toute certitude - j'organise la suite & je ne dis pas que j'obtiens toujours le résultat que je souhaite, mais assez souvent, pour que j'estime la méthode bonne et ne veuille pas en changer.\